

### Informations du Guatemala

4° année, n° 155

Du 10 au 23 janvier 1986

#### POLITIQUE

Décrets de dernière heure  
Hauts gradés dans le nouveau gouvernement  
Discours d'espoir  
Aucuns changements au sein de l'armée  
Amnistie pour les forces de sécurité  
L'Armée, toujours au pouvoir  
Résurgence du Groupe de Contadora  
Sommet de présidents au Guatemala

#### INSURRECTION

Déclaration de l'URNG  
Actions insurrectionnelles

#### SITUATION SOCIALE

Des milliers de familles, expulsées par la force  
Explication des motifs

#### DROITS DE L'HOMME

Assassinat de paysans  
Assassinat d'un syndicaliste  
Demande d'éclaircissements sur le cas de journalistes américains  
Précisions sur le lieu de détention des disparus sont exigées  
Actions restent sans suite  
Rapporteur de l'ONU critiqué  
La CDHG reçoit un prix

DECRETS DE DERNIERE HEURE

Le 13 janvier, c'ad la veille de la passation des pouvoirs, le régime militaire du général Oscar Mejia Victores faisait passer seize décrets parmi lesquels citons : la création du "Conseil de Sécurité de l'Etat" et le "Secrétariat d'Intelligence et Sécurité Nationale".

Les milieux politiques ont fait remarquer, à cet égard, que de telles dispositions augmentaient les facultés de l'armée.

En outre, de nouveaux impôts ont vu le jour en matière de transactions internationales. De nouvelles taxes sélectives à la consommation ont également été instaurées, de même que des mesures de contrôle devant le délit dit de change.

La presse locale a souligné que les lois sus-mentionnées avaient été convenues entre les militaires et la Démocratie-Chrétienne.

HAUTS GRADES DANS LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Trois membres du Haut-Commandement de l'armée durant les gouvernements des Généraux Efrain Rios Montt et Oscar Mejia Victores (1982-1986) et, hommes de confiance du Conseil des Commandants, occupent d'importants postes dans le gouvernement démocrate-chrétien entrant en vigueur le 14 janvier.

Les Généraux Jaime Hernandez et Alejandro Gramajo et le Colonel Roberto Mata Galvez, anciens commandants d'importantes bases militaires, ont été nommés, respectivement, Ministre de la Défense, Chef de l'Etat-Major de l'Armée et Chef de l'Etat-Major présidentiel.

Le président Vinicio Cerezo dément les allégations qui prétendent que les dites nominations sont le résultat de pressions exercées par les militaires.

Les autres membres du Cabinet sont : Rolando Estrada, Ministre de l'Agriculture, Rolando Castillo Contoux, Ministre de l'Energie et des Mines, Eduardo Goyzueta, Ministre des Communications, Rene de León, Ministre du Développement, Lisandro Sosa, Ministre de l'Economie, Rodolfo Priz Andrade, Ministre des Finances, Mario Quinonez, Ministre des Relations Extérieures, Carlos Soto, Ministre de la Santé, Eduardo Meyer, Ministre de l'Education, Elmar Rojas, Ministre de la Culture et Juan José Rodil Peralta, Ministre de l'Intérieur.

DISCOURS D'ESPOIR

Le 14 janvier, Vinicio Cerezo Arévalo, au cours de son discours d'entrée en fonction, a déclaré qu'il considérait comme terminé "le tourbillon de violence" qui a sévit dans le pays au cours de nombreuses années. En outre, il a qualifié les gouvernements militaires qui l'ont précédé de "corrompus et amoraux". Il a l'intention de mener une enquête en ce qui concerne les menaces des Escadrons de la Mort et il a promis de restaurer le respect des Droits de l'Homme. Par ailleurs, il a défini sa position de neutralité active eu égard au conflit d'Amérique Centrale et a marqué son appui au Groupe de Contadora.

Etaient présents au cours de la cérémonie officielle, les mandataires du Salvador, du Nicaragua, du Panama, de la Colombie, le président élu du Honduras, le vice-président des Etats-Unis et des délégations provenant de nombreux pays. A la fin de la cérémonie, en un comité restreint et privé, Cerezo a décoré de l'ordre du Quetzal, la plus importante décoration nationale, le Général Mejia Victores.

AUCUNS CHANGEMENTS AU SEIN DE L'ARMEE

Le 16 janvier, le Ministre de la Défense, le Général Jaime Hernandez précisait que les commandants des zones militaires du pays seraient maintenus à leurs postes.

Le Général Jaime Hernandez a signalé que l'on "avait compris la nécessité de maintenir tout le monde à son poste".

Les organismes humanitaires accusent les commandants de brigades d'être responsables de diriger dans leurs zones respectives les campagnes contre-insurrectionnelles qui au cours des dernières années ont gravement ébranlé la population.

#### AMNISTIE POUR LES FORCES DE SECURITE

Le 13 janvier, le gouvernement sortant de Mejia Victores faisait passer un décret d'amnistie en faveur des membres des forces de sécurité gouvernementales ayant participé à des faits de répression depuis le 23 mars 1982 au 14 janvier 1986.

Le décret, publié le 14 janvier dans le Journal Officiel, se rapporte à "toute personne responsable ou accusée d'avoir commis des délits politiques ou communs et connexes" au cours de la période mentionnée.

Selon les juristes consultés par l'Agence Française de Presse -AFP-, cette loi semble être "dédiée" à l'exonération des responsabilités pénales des personnes coupables d'être impliquées dans des disparitions et des assassinats de personnes soupçonnées d'opposition au régime.

#### L'ARMEE, TOUJOURS AU POUVOIR

Le Commandant en Chef de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP-, au cours d'une déclaration publiée le 20 janvier en vue de célébrer le seizième anniversaire de cette organisation insurrectionnelle, a précisé que l'armée constitue toujours la pierre angulaire sur laquelle repose le pouvoir au Guatemala et ce, en dépit du changement gouvernemental.

#### RESURGENCE DU GROUPE CONTADORA

Le 12 janvier, un communiqué auquel souscrivaient les ministres des relations extérieures du Groupe de Contadora et du Groupe d'Appui mettait en relief le fait que face aux menaces croissantes qui pèsent sur la paix en Amérique Centrale et devant le risque de voir apparaître un vide diplomatique qui exacerberait les tensions existantes dans la région, il était urgent de donner un nouveau souffle au processus des négociations pour la paix et de signer l'Acte de Contadora.

Au cours du sommet de Caraballeda, au Vénézuéla, les ministres des relations extérieures de 8 pays latino-américains (Mexique, Panama, Colombie, Vénézuéla, Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay) se sont prononcés contre le déclenchement d'actions militaires des pays dans la région d'Amérique Centrale et, ils ont condamné la présence de troupes et de conseillers étrangers tout en lançant un appel pour que soient respectés les Droits de l'Homme.

#### SOMMET DE PRESIDENTS AU GUATEMALA

Au cours de la cérémonie qui s'est tenue dans la ville de Guatemala, à l'occasion de l'entrée en fonction de Vinicio Cerezo, les présidents du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua, de Panama, et le président élu du Honduras ont exprimé leur confiance dans les vertus du dialogue et ont réitéré leur appui au Groupe de Contadora. Ils ont, en outre, accepté l'initiative de l'Acte de Caraballeda qui cherche à revaloriser les propositions de paix avancées par Contadora en 1984. Les mandataires ont convenu de mettre sur pied un autre "sommet" qui les réunira dans les prochains mois à Esquipulas, au Guatemala.

#### INSURRECTION

##### DECLARATION DE L'URNG

Le 11 janvier, L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- demandait au gouvernement démocrate-chrétien "des actions et des réponses concrètes qui fassent la preuve de sa volonté politique démocratique" et, l'URNG précise que le souci et le besoin d'entamer une nouvelle ère politique dans le pays "doit avoir comme point de départ la satisfaction des préoccupations et des nécessités premières et immédiates des majorités".

Ces priorités se résument, pour l'URNG, en 8 points : l'éclaircissement du lieu de détention de milliers de détenus et disparus et la lumière sur les assassinats au cours des dernières années, le procès des responsables des violations des Droits de l'Homme, la fin de la répression, la suppression des systèmes de contrôle de population, des mesures économiques en faveur des majorités, la liberté d'expression et d'organisation et, une politique régionale de non engagement dans les plans interventionnistes de l'Administration Reagan.

## ACTIONS INSURRECTIONNELLES

Le 14 janvier, un communiqué émanant des insurgés signalait que le 9 janvier, les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- avaient entrepris l'attaque d'une base militaire et d'un détachement, s'étaient affrontées avec les troupes de l'armée régulière et avaient réussi l'occupation politique de trois plantations de café, dans le département occidental de San Marcos.

Selon cette information, les insurgés ont occasionné 10 pertes au sein des troupes régulières gouvernementales. L'Armée n'a communiqué aucune information à cet égard.

## SITUATION SOCIALE

### DES MILIERS DE FAMILLES, EXPULSEES PAR LA FORCE

Le 18 janvier, des unités anti-émeutes et spécialisées de la Police Nationale délogeaient des milliers de familles qui occupaient depuis le 14 janvier, des terrains vagues appartenant principalement à l'Etat, situés dans les zones périphériques de la capitale.

Le Secrétaire Général actuel de la Démocratie-Chrétienne et le président du Congrès de la République, Alfonso Cabrera Hidalgo, a déclaré que l'occupation de ces terrains "est une manœuvre politique de la part de personnes qui ont intérêt à créer des problèmes au gouvernement". Pour sa part, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta a souligné que l'occupation des terrains est pénalisée par la loi et, c'est pourquoi il a fallu procéder à ce délogement mené à bien par les forces de sécurité.

### EXPLICATION DES MOTIFS

Le 18 janvier, des représentants des familles délogées expliquaient aux milieux de presse locaux que depuis des années ils vivent dans des ravins, sur des dépotoirs et autres lieux insalubres sans que les gouvernements successifs ne se soient penchés sur le problème du logement. Ils ont cru, à la suite des promesses des démocrates-chrétiens, que ces terrains d'Etat et abandonnés seraient adjugés en vente et, ils ont exigé une politique valable en matière de logement. Ils ont, également, condamné la brutalité dont ils ont été l'objet sans aucune autorisation d'un juge compétent comme le stipule la loi.

## DROITS DE L'HOMME

### ASSASSINAT DE PAYSANS

Selon des rapports provenant d'organismes de secours et des milieux de presse, six cadavres portant des marques de torture, des impacts de balle et le "coup de grâce", ont été retrouvés alors qu'ils flottaient, les 17 et 18 janvier sur les fleuves Suchiate et Naranjo, dans le département de San Marcos.

Selon les rapports, seuls deux des six cadavres ont été identifiés. Il s'agit de deux paysans, Eduardo Yat et Pedro Domingo Santos, qui avaient été enlevés, le 6 janvier par des agents supposés des forces de sécurité gouvernementales dans la localité El Tumbador, à San Marcos.

### ASSASSINAT D'UN SYNDICALISTE

Efrain Cotzas Sisimit, travailleur dans la municipalité de Guatemala et membre du syndicat de cette entité, a été assassiné le 17 janvier par des hommes fortement armés qui ont ouvert le feu, à bord d'un véhicule en mouvement dans une rue passante de la capitale guatémaltèque.

L'assassinat du syndicaliste, selon les membres de la famille de la victime, est imputable aux effectifs de l'armée ou de la police nationale qui effectuent leurs activités en civil.

### DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS SUR LE CAS DE JOURNALISTES AMERICAINS

Le 10 janvier, des journalistes américains demandaient au président Reagan des éclaircissements sur le lieu de détention des journalistes américains Nick Blake et Griffith Davis, qui ont été vus pour la dernière fois en avril 1985, au moment où ils descendaient d'un hélicoptère de la force armée du Guatemala -FAG-.

La pétition qui a été publiée dans le journal The Times et à laquelle souscrivait l'ancien directeur du The New York Times, John Dakes, signalait que les explications fournies par le gouvernement et l'armée guatémaltèque et par le département d'Etat des Etats-Unis sont insuffisantes.

#### PRECISIONS SUR LE LIEU DE DETENTION DES DISPARUS SONT EXIGEES

Le 10 janvier, au Guatemala, un communiqué de presse était diffusé par les organismes humanitaires et religieux de Philadelphie, aux Etats-Unis, où le gouvernement était invité à donner des éclaircissements sur le lieu de détention des détenus et disparus et à respecter la vie des proches des victimes.

L'encart, signé par plus de 20 congrégations religieuses, organisations communautaires et groupes de justice sociale, demande qu'une "enquête complète" sur les enlèvements soit menée tambour battant.

#### ACTIONS RESTENT SANS SUITE

Le 10 janvier, on apprenait de source officielle que près de 800 recours en faveur de la réapparition de personnes détenues et disparues introduits par les familles et allant à l'encontre des forces de sécurité gouvernementales avaient été déclarés sans suite par la Cour Suprême de Justice.

Le président de l'organisme judiciaire, Baudilio Navarro, a déclaré que la démarche légale avait été appliquée aux recours et que l'on avait notifié aux juges de l'ensemble de la République de mener une enquête sur les personnes disparues des centres de détention. Cette information a été apportée de source officielle le 10 janvier.

#### RAPPORTEUR DE L'ONU CRITIQUE

Le 9 janvier, à New York, l'Organisme humanitaire Helsinki Watch critiquait les études réalisées par le rapporteur Colville De Culross pour les Nations Unies sur l'état des Droits de l'Homme au Guatemala.

Le dit organisme précise que les enquêtes sont insuffisantes et qu'elles comportent des lacunes importantes en matière de violations et il critique la méthodologie utilisée par Lord Colville qui, selon le Helsinki Watch, "s'est fait escorté et a bénéficié des transports militaires au cours de ses visites à différents endroits" aux fins de recueillir des témoignages sur des faits imputés à l'armée.

#### LA CDHG RECOIT UN PRIX

Le 22 janvier, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala -CDHG- s'est vue attribuer le prix "Bruno Kreisky" pour les mérites obtenus dans le domaine de la défense des Droits de l'Homme. Le prix a été décerné à Vienne, en Autriche.

La déclaration de l'octroi du prix Kreisky précise que la CDHG "attire, une fois encore, l'attention sur la situation du Guatemala par le biais d'une dénonciation constante des violations des Droits de l'Homme. Cette dénonciation a contribué à soulager la situation de beaucoup de personnes menacées de mort, de persécution et de torture".

Le jury qui décerne le prix est composé, entre autres personnalités, de l'ancien Chancelier d'Allemagne Fédérale et Secrétaire de l'Internationale Socialiste, Willy Brandt; le Ministre autrichien, Karol Leija et le Ministre des Relations Extérieures françaises, Roland Dumas.

XXXXXXXXXXXXXXXX